



DÉCLARATIONS ET DISCOURS

Allocution

du très honorable Joe Clark,
secrétaire d'État aux Affaires extérieures,
à l'ouverture de la Troisième Réunion
des ministres des Affaires étrangères
du Commonwealth sur l'Afrique australe

Harare (Zimbabwe)

le 6 février 1989

Monsieur le Président,

Monsieur le Secrétaire général,

Chers collègues et distingués invités.

Merci, Monsieur le Président Mugabe. C'est un plaisir et un honneur pour moi que de prendre la parole aux côtés d'un adversaire aussi distingué de l'apartheid, à l'ouverture de cette troisième réunion du Comité des ministres des Affaires étrangères du Commonwealth.

J'aimerais vous remercier ainsi que le ministre des Affaires étrangères Shamuyarira et le peuple du Zimbabwe pour votre chaleureuse hospitalité. Je suis très heureux que la réunion se tienne à Harare. Il y a peu d'endroits, qui conviennent mieux pour délibérer sur les moyens de mettre fin à l'apartheid ou examiner la nature et le coût des pratiques sud-africaines de déstabilisation, sur lesquelles seront notamment axées nos discussions.

Il s'est passé beaucoup de choses depuis notre dernière réunion à Toronto. Les développements ont été tantôt positifs tantôt négatifs. Force nous est de reconnaître, toutefois, qu'aucun des développements positifs ne révèle un changement quelconque de l'Afrique du Sud vis-à-vis de l'apartheid, et que certains des développements négatifs, comme l'issue du procès Delmas, posent de nouvelles menaces graves à l'opposition non violente à l'apartheid en Afrique du Sud même.

Il est fort possible, toutefois, que nous soyons au seuil d'une de ces périodes que les historiens qualifieront de "tournant" dans l'histoire sud-africaine. Je ne dis pas cela dans l'espoir que Pretoria se soit rendue à l'évidence, mais en sachant que la minorité blanche ne pourra se refuser beaucoup plus longtemps à l'inévitabilité d'un changement fondamental, en dépit des puissants moyens de communication à l'usage exclusif du régime. Et malgré les puissants outils de répression qu'utilise Pretoria, le mouvement pour la démocratie en Afrique du Sud ne peut être réduit au silence; il ne peut qu'être forcé à trouver de meilleurs moyens de mobiliser les gens afin de manifester une opposition pacifique mais résolue à l'apartheid.

Il est important que nous concentrions notre attention sur les efforts déployés par l'Afrique du Sud pour déstabiliser ses voisins. Cette activité s'observe chaque jour, et elle ne doit pas être masquée par les

développements positifs qui se produisent ailleurs. L'évolution de la situation en Namibie permet d'espérer; mais le changement ne fait que commencer et il exigera prudence et vigilance à chaque étape. Il est indispensable d'instaurer des conditions qui permettent des élections vraiment libres et justes.

Le Canada, quant à lui, est prêt à faire sa part dans l'important effort international qu'exige le contexte namibien. Nous chercherons non seulement à garantir l'élection libre et juste d'un gouvernement vraiment représentatif, mais aussi à aider le peuple namibien à satisfaire à ses besoins de développement une fois l'indépendance acquise. Si nous agissons avec prudence, une Namibie indépendante peut s'avérer une pièce importante sur l'échiquier de l'Afrique australe. Mais il ne faut pas se faire d'illusions. Cette étape n'a pas encore été franchie. Et l'accession de la Namibie à l'indépendance ne signifie ni la fin de l'apartheid, ni la fin des tentatives de l'Afrique du Sud qui visent à déstabiliser ses voisins.

Le Zimbabwe a souffert directement de l'agression sud-africaine et, dans une même mesure, des pressions et de l'ingérence de l'Afrique du Sud. Il en a été de même des autres États de la ligne de front. Il n'y a absolument aucune raison de présumer que les intentions de l'Afrique du Sud ont changé. La déstabilisation est un processus à long terme qui croît et décroît et qui change régulièrement de cibles. Mais nous devons supposer qu'elle ne disparaîtra pas tant que le système de l'apartheid ne sera pas démantelé.

Hier, Monsieur le Président, votre ministre des Affaires extérieures m'a emmené voir des bâtiments qui ont été bombardés ici à Harare. J'avais auparavant visité une usine du Zimbabwe qui, autrefois, importait du soufre canadien par Maputo mais avait dû renoncer à cette voie d'approvisionnement parce que les activités de déstabilisation avaient rendu la ligne peu sûre. Il y a dix-huit mois, au Mozambique, j'ai parlé à un médecin canadien qui avait travaillé dans un petit hôpital rural, construit pour aider la population, et devenu la cible de terroristes. La destruction déstabilise. Mais l'atmosphère d'incertitude, le fait de ne pas savoir qui sera la prochaine cible, déstabilise tout autant.

Nous examinerons un rapport détaillé des pratiques de déstabilisation et des coûts qu'elles entraînent pour les États de la ligne de front. Le rapport soumis antérieurement, à l'instigation du Commonwealth, par le général Obasanjo sur les besoins de sécurité de ces États offrait un ensemble très utile de recommandations. Nous déterminerons ici comment, en tant que pays du Commonwealth

nous pouvons contribuer à renforcer la sécurité dans la région. Beaucoup de pays font maintenant d'importantes contributions à ce processus. En septembre, le Canada a annoncé qu'il modifiait sa politique de manière à aider les États de la ligne de front - notamment le Mozambique - à venir à bout des menaces qui pèsent sur leur sécurité.

Il est tragique de s'arrêter aux conséquences effarantes de l'apartheid et de l'emprise pernicieuse de la déstabilisation dont il s'accompagne. Le coût - en termes humains et économiques - est énorme. L'Afrique australe dans son ensemble a un riche potentiel. Elle pourrait vraiment être le moteur économique du continent tout entier. Mais au lieu de mettre en valeur ce potentiel, la minorité blanche d'Afrique du Sud tolère des politiques qui tiennent en laisse toute la région, qui paralysent ce moteur géant.

Le monde cherche des moyens de ramener les partisans de l'apartheid à la raison. Notre comité, je crois, continuera d'apporter une utile contribution en veillant à l'application de sanctions pour forcer le changement.

Ici, à Harare, nous examinerons de près les moyens de renforcer l'embargo onusien sur les armes, qui est une importante sanction des Nations Unies.

Le rapport présenté à Toronto sur les liens de l'Afrique du Sud avec le système financier international faisait ressortir clairement l'efficacité des sanctions financières du point de vue des pressions exercées sur l'économie du pays - pressions qui, croyons-nous, peuvent à leur tour forcer un changement politique. À Harare, nous chercherons des moyens d'encourager l'adoption plus étendue des recommandations constructives approuvées à Toronto.

Nous recevrons aussi un rapport d'étape concernant l'étude des experts sur l'effet des sanctions. Sur la foi du rapport intérimaire, nous avons déjà pu formuler un certain nombre de suggestions précises pour élargir et intensifier les sanctions et en resserrer l'application. Nous devons encourager avec diligence leur adoption par les membres du Commonwealth et les grands partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud. Pour sa part, le Canada a pris un certain nombre de mesures, depuis la réunion de Toronto, pour resserrer l'application de ses sanctions; par exemple, il a étendu l'interdiction de vendre du matériel de haute technologie à des utilisateurs finals du secteur privé en Afrique du Sud. Nous continuerons de chercher des moyens efficaces d'intensifier les pressions en vue du changement.

Nous devons nous empresser de recommander leur adoption par les pays membres du Commonwealth et par les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud. Pour sa part, le Canada a pris un certain nombre de mesures depuis la rencontre de Toronto afin que ses sanctions soient appliquées de façon plus stricte, notamment en étendant l'interdiction de vendre des articles de haute technologie aux utilisateurs sud-africains du secteur privé. Nous continuerons à rechercher les moyens les plus efficaces d'intensifier les pressions pour que s'opèrent des changements.

Nous chercherons également de nouvelles façons d'intervenir directement en Afrique du Sud et de venir en aide aux victimes et aux adversaires de l'apartheid, tout en favorisant le dialogue entre Sud-Africains et en faisant échec à la propagande et à la censure sud-africaines. Ceux qui doivent lutter parce qu'ils sont privés de moyens d'instruction, de logements et de conditions d'emploi acceptables ou parce qu'ils se trouvent confrontés quotidiennement à d'autres problèmes dont l'apartheid est la cause, méritent notre appui, tant sur le plan financier que psychologique. Il en va de même pour ceux dont l'engagement non violent contre l'apartheid leur a valu la détention. De même pour les dirigeants syndicaux, qui luttent afin de préserver les droits que leurs syndicats ont chèrement acquis. Les pays du Commonwealth doivent continuer à leur apporter cet appui.

Une condition préalable essentielle pour qu'un changement pacifique ait lieu en Afrique du Sud est l'instauration d'un dialogue positif entre Sud-Africains de toutes races. Pas plus tard que la semaine dernière, des juristes sud-africains et des dirigeants de l'ANC se sont rencontrés ici même à Harare. Il doit y avoir davantage de rapprochements de ce genre, et ce Comité pourrait prêter son aide.

Lors de la réunion de Toronto, nous avons porté notre attention sur l'utilisation de la censure en Afrique du Sud. Le groupe de travail du Commonwealth qui s'occupe de cette question s'est déjà réuni et s'est fixé comme priorité de venir en aide à la presse parallèle. Au Canada, nous avons également beaucoup progressé dans la mise en oeuvre du plan d'action visant à contrer la propagande et la censure sud-africaines, que nous avons annoncé lors de notre dernière réunion. Je suis heureux de savoir que d'autres pays élaborent de leur côté des plans d'action nationaux.

Au cours de nos entretiens, nous aurons l'occasion d'entendre des personnes engagées contre l'apartheid exprimer leur avis sur l'évolution récente de la situation

en Afrique du Sud. Elles auront beaucoup à dire. Depuis la rencontre de Toronto, on a continué de recourir à l'état d'urgence pour détenir sans procès des opposants non violents à l'apartheid; ils sont de 1 500 à 2 000 dans ce cas à l'heure actuelle, et l'on sait qu'environ 10 % d'entre eux ont moins de 18 ans. Pour affaiblir encore l'opposition, on se sert de plus en plus souvent d'arrêts de restriction qui constituent une forme d'assignation à résidence s'appliquant automatiquement.

Pendant cette période, le gouvernement de l'Afrique du Sud a continué d'avancer des propositions sur ce qu'il appelle "le partage du pouvoir", et qui s'avèrent totalement inacceptables pour la majorité sud-africaine. Lors des élections municipales du 26 octobre la majorité écrasante des Noirs s'est vue privée de son droit de vote et la plupart des électeurs se sont tout simplement abstenus de voter. Ce qui s'est passé ne laisse aucun doute quant à la volonté de taire aux Noirs sud-africains les noms de leurs véritables dirigeants. Seuls des dirigeants légitimes ont le droit de négocier au nom de leur peuple.

Le régime de l'apartheid demeure fondamentalement inchangé. Et bien que la situation politique semble plus confuse qu'elle ne l'a été pendant quelque temps, rien ne permet de croire que les Sud-Africains blancs qui appuient le gouvernement ont enfin accepté la réalité, à savoir qu'ils ne peuvent continuer de priver la majorité de leurs concitoyens de leurs droits les plus fondamentaux.

C'est pourquoi la Communauté internationale doit maintenir ses pressions sur Pretoria à l'aide de sanctions et d'autres moyens. Elle doit également encourager, lorsque c'est possible, les efforts visant à convaincre les partisans de l'apartheid qu'il existe une meilleure solution, une solution plus juste que celle d'adhérer à un système immoral et débilitant de discrimination raciale.

Ici, à Harare, le Comité est parvenu à mi-chemin de ses travaux. Nous allons plus que jamais porter notre attention sur la période qui précédera la Réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth à Kuala Lumpur. Nous avons contribué à maintenir l'attention du public sur cette question et nous avons mis en train plusieurs initiatives. Il reste beaucoup à faire, et nous attendons avec impatience de participer aux échanges qui auront lieu au cours des trois prochains jours afin de réaliser des progrès tangibles sur un grand nombre de questions.

Nous examinerons les moyens d'aider la population de l'Afrique australe à réaliser son véritable potentiel, potentiel qui est resté étouffé pendant trop longtemps par la discrimination raciale et la répression en Afrique du

Sud, ainsi que par la déstabilisation des autres parties de cette région. Le maintien du statu quo ne peut que mener à plus de détresse et à plus de violence. Un changement pacifique mais fondamental en Afrique du Sud libérera de façon irréversible de formidables possibilités. Voilà un défi et une occasion que l'on ne doit pas laisser passer.